



MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

PROJET D'APPUI A L'INTENSIFICATION ET A LA VALORISATION AGRICOLAS DU BURUNDI (PAIVA-B)

Evaluation à mi-parcours : Thématiques

**Aménagement/réhabilitation des bassins versants et marais, pistes
rurales et Sécurisation foncière**



Rapport définitif, Octobre 2013

**Par Prof. HABONIMANA Bernadette
Consultant national**

Table des matières

Table des matières.....	i
Liste des tableaux.....	ii
0.Introduction.....	1
1.Mise en œuvre de l'aménagement et /réhabilitation des bassins versants et marais.....	1
1.1.Aménagement et réhabilitation des bassins versants.....	2
1.1.1.Réalisations, techniques et approches.....	2
1.1.2. Pertinence, efficacité et durabilité des aménagements.....	3
1.2. Aménagement/Réhabilitation des marais.....	8
1.2.1. Réalisations, organisation des activités.....	8
1.2.2. Pertinence, efficacité et durabilité des aménagements.....	9
2.Réhabilitation des pistes rurales.....	16
2.1.Réalisations.....	16
2.2. Pertinence, efficacité et durabilité des infrastructures.....	16
3.Sécurisation foncière.....	17
3.1. Réalisations.....	17
3.2. Pertinence, efficacité, durabilité.....	17
Conclusion et recommandation générale.....	19
Annexe : Contrat modèle de cogestion d'un boisement domanial.....	19

Liste des tableaux

Tableau 1. Répartition des ménages en fonction de leur appréciation de la protection des B.V par zone du projet et B.V.....	4
Tableau 2. Répartition des ménages en fonction des longueurs des haies anti-érosives par zone du projet et bassin versant.....	4
Tableau 3. Répartition des ménages en fonction de la facilité d'accès aux plants et éclats de souche.....	5
Tableau 4. Répartition des ménages en fonction du taux de survie des plants agroforestiers une année après la plantation.....	6
Tableau 5. Répartition des ménages en fonction de la pratique de la stabulation permanente.....	6
Tableau 6. Répartition des ménages en fonction de la pratique de la technique d'embocagement	7
Tableau 7. Répartition des ménages en fonction de l'état de la zone dans laquelle la parcelle est localisée dans le marais.....	9
Tableau 8. Réponses des usagers des marais sur l'existence des comités de gestion et d'entretien des infrastructures hydro-agricoles opérationnels.....	11
Tableau 9. Répartition des bénéficiaires en fonction de la régularité dans le paiement de la redevance hydro-agricole ?.....	11
Tableau 10. Répartition des ménages en fonction de la régularité de participation aux travaux d'entretien des infrastructures hydro-agricoles.....	12
Tableau 11. Répartition des ménages en fonction de l'observation régulière de l'envasement des canaux d'irrigation et ouvrages par zone du projet et bassins versants.....	13
Tableau 12. Répartition des ménages en fonction de la prévalence des maladies liées directement ou indirectement à l'aménagement des marais dans la zone du Projet.....	14
Tableau 13. Prestations en 2013 (appui PAIVA-B).....	17
Tableau 14. Prestations en 2012 en communes Mutaho et Bugendana (sans appui : avril-mai-juin)	18
Tableau 15. Demandes de certificats fonciers suivant le mode d'acquisition en commune Mutaho.....	18

Tableau 16. Demandes de certificats fonciers suivant le mode d'acquisition en commune

Bugendana.....	18
----------------	----

0. Introduction

- 1.** Les thématiques développées dans le présent document s'inscrivent dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours du projet d'Appui à l'Intensification et à la Valorisation Agricoles du Burundi (PAIVA-B) dans les provinces de Karusi et Gitega. Il s'agit de (i) l'aménagement et la réhabilitation des marais et bassins versants, (ii) la sécurisation foncière et (iii) la réhabilitation des pistes rurales.
- 2.** Les deux premières thématiques font partie de la composante 1 du projet. Il s'agit du « Renforcement et protection du capital productif » dont l'objectif est de contribuer à atténuer la tendance à la dégradation des terres et accroître la production et la productivité des exploitations agricoles.
- 3.** La réhabilitation des pistes rurales est quant à elle un volet de la composante 2 : « Valorisation de la production et Développement des infrastructures » ayant pour but la création des conditions favorables pour que les producteurs agricoles tirent un meilleur profit de la valeur ajoutée des produits qu'ils commercialisent.
- 4.** Le présent document évaluera le niveau de mise en œuvre, au bout de 3 ans d'activités, des volets susmentionnés.
- 5.** Au niveau méthodologique, l'évaluation s'est basée sur des données aussi bien qualitatives que quantitatives collectées sur un échantillon de 462 ménages (bénéficiaires et non bénéficiaires), soit 43,2 % de l'échantillon total concerné par l'évaluation à mi-parcours. Les détails sur la méthodologie figurent dans le document principal de l'étude. Dans chaque province, 3 bassins versants (BV) ont été touchés par l'étude, soit au total 6 BV sur les 13 concernés par le projet. Il s'agit, à Gitega de Kagogo-Gisumo, Nyamasarwe et Ruguzwe et à Karusi, de Nyabusare, Nyabiho et Rusimbuko.

1. Mise en œuvre de l'aménagement et /réhabilitation des bassins versants et marais

- 6.** L'aménagement des bassins versants a été réalisé suivant l'approche « aménagement intégral » considérant le paysage à aménager en tant qu'entité à protéger dans sa globalité, du sommet de la colline au marais en passant par les exploitations agricoles. Les prévisions du projet ont tenu en compte le ratio de 10 hectares de B.V protégés pour 1 ha de marais aménagé recommandé dans la stratégie sous-sectorielle d'Aménagements des Marais et protection des B.V élaboré par le MINAGRIE.

1.1. Aménagement et réhabilitation des bassins versants

1.1.1. Réalisations, techniques et approches

- 7. Les boisements** : la situation de base avait mis en évidence un déboisement accéléré des provinces Gitega et Karusi et avait proposé que le PAIVA-B contribue à l'accroissement des superficies boisées dans ces provinces. Selon les rapports d'activités du PAIVA-B, le projet a reboisé 517 ha à Gitega et 201 ha à Karusi en 2011 et 2012. A Gitega, ces boisements se trouvent sur les collines Cishwa et Mwurire (B.V Kagogo) en commune Bugendana. A Karusi, on les retrouve toutes en commune Bugenyuzi sur les collines Nyagoba (BV Nyabusare), Ruharo, Bihoganyana, Gitanga et Kiremba (BV Gisiza), ainsi que les collines Kiremba et Gamba (BV Rusimbuko). Ces 2 communes ont beaucoup souffert des déboisements pendant la crise socio-politique de 1993.
- 8.** Des micro-boisements familiaux de tailles différentes suivant la disponibilité en terre de l'exploitation ont été également installés sur les flancs des collines. Ils devraient être inventoriés. Les plants ont été produits par des groupements de pépiniéristes formés par le Projet qui leur a également fourni semences, sachets et outils nécessaires pour la préparation des plates-bandes et la conduite des pépinières. Que ça soit pour les boisements à grande échelle que pour les microboisements, l'essence utilisée est l'eucalyptus. C'est d'ailleurs la plus préférée par les bénéficiaires.
- 9.** Dans les exploitations, le dispositif anti-érosif est fait de fossés d'infiltration ceinturant les collines. Le piquetage, le creusement et la végétalisation de ces fossés sont réalisés par les bénéficiaires. Ils sont rémunérés en vivres ou en cash par le biais d'un accord entre le PAIVA-B et le PAM. La végétalisation des fossés est faite à l'aide d'herbes fixatrices (*Tripsacum*, *Setaria*) et de légumineuses à usages multiples mais principalement mis en place pour l'affouragement du bétail fourni par le projet. Des arbres dispersés dans les exploitations (*Grevillea*, *Maesopsis*, *Cedrella* et fruitiers) sont également visibles surtout dans les localités anciennement aménagées par le PRDMR. D'autres espèces comme *Moringa Oleifera* et *Gliricidia* sp. viennent d'être introduites.
- 10.** Pour l'entretien des aménagements mis en place, les bénéficiaires ont été organisés et élus eux-mêmes des comités. Ces derniers bénéficient des formations, sensibilisations et visites d'échanges d'expérience appuyés par le projet.
- 11.** Au 30 juin 2013, l'aménagement/réhabilitation des bassins versants, prévu sur **32 920** ha (RPE) avait été accompli sur 16 858 ha, soit un taux de réalisation de 51%. A elle seule, la réhabilitation a concerné 62% contre 40% pour les nouveaux aménagements. La progression de cette activité est plutôt satisfaisante.

1.1.2. Pertinence, efficacité et durabilité des aménagements

- 12. Les boisements :** au niveau des sommets dénudés et flancs des collines, les boisements sont généralement reconnus comme idéal pour la protection des bassins versants contre l'érosion, du fait qu'ils assurent une couverture complète du sol. Pour le moment, ils sont encore jeunes, n'ont pas encore formé de massif. Il serait prématuré de juger de leur efficacité.
- 13.** Le maintien, la productivité et la durabilité des boisements installés ou réhabilités sur terrains communaux ou domaniaux nécessitent une bonne gestion. Cette dernière peut être envisagée de façon participative en termes de cogestion entre le Département des Forêts, l'administration locale (Commune) et la population bénéficiaire concernée. Cette dernière doit être riveraine du boisement en question. A cet effet, le projet peut s'inspirer de la convention de cogestion et des modèles de contrats (traduits en Kirundi) disponibles au Département des forêts (annexe 1). La convention décrit les droits et obligations de chaque intervenant ainsi que les ratios de partage des coûts et bénéfices découlant de l'aménagement participatif.
- 14.** Le Département des forêts est chargé notamment de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre des plans d'aménagement, l'encadrement des groupements ou associations bénéficiaires ; l'attribution des permis de coupe, l'aide dans la recherche des marchés à l'âge d'exploitabilité, etc.
- 15.** Quant à la population bénéficiaire organisée en groupement forestier, elle doit participer à l'élaboration des plans d'aménagement et procéder à leur mise en œuvre, observer les lois et règlements en matière de gestion des forêts, participer aux réunions organisées par l'administration forestière ; créer une caisse pour les fonds générés par les boisements en cogestion, informer l'administration forestière sur les quantités de bois coupées, utilisées ou vendues, etc.
- 16.** L'administration communale est chargée entre autres de : soutenir les groupements impliqués dans la cogestion des boisements domaniaux notamment en cas d'interpellations des contrevenants ; les appuyer dans la mise en œuvre des plans d'aménagement, reconnaître et valider, pour chaque boisement, les limites consensuelles définies et acceptées par les groupements, participer à la fin de chaque année à l'évaluation du niveau de la mise en œuvre du plan d'aménagement, conjointement avec l'administration forestière et les groupements.
- 17. Le dispositif anti-érosif dans les exploitations agricoles :** les fossés en courbes de niveau rentrent dans les méthodes mécaniques de lutte anti-érosive pouvant être efficaces sur sols non fragiles (schistes et micaschistes) de fortes pentes. La végétalisation de ces dispositifs a non seulement le rôle de filtrer les matériaux charriés par les eaux de ruissellement mais aussi de fournir divers produits au service de l'exploitant. L'inclusion d'arbres et d'arbustes contribue en plus à l'atténuation des effets du changement climatique par la séquestration du carbone, principal gaz à effet de serre.

- 18.** En général, les aménagements mis en place sont bien appréciés par les bénéficiaires : 24,5 % seulement déclarent ne pas être satisfaits des aménagements (Tableau 1). Ils signalent une diminution des dégâts dus à l'érosion sur la partie aménagée. Cependant, sur certaines collines, les efforts déjà déployés risquent d'être anéantis par un aménagement incomplet alors que les pentes sont fortes et que le ravinement constitue déjà une menace. C'est le cas de Mwurire et Cishwa à Kagogo-Gisumo (Gitega) où les comités de gestion des B.V estiment l'espace non aménagé à respectivement à 1/3 et 1/2 des superficies de ces collines.

Tableau 1. Répartition des ménages en fonction de leur appréciation de la protection des B.V par zone du projet et B.V

Province	B.V.	Comment appréciez- vous la protection des collines de votre BV ?							
		Très satisfaisante				Assez satisfaisante			
		Très satisfaisante		Assez satisfaisante		Pas satisfaisante		Total	
		n	%	n	%	n	%	n	%
Gitega	Kagogo-Gisumo	11	20,4%	27	50,0%	16	29,6%	54	100,0%
	Nyamasarwe	26	65,0%	10	25,0%	4	10,0%	40	100,0%
	Ruguzwe	22	33,3%	29	43,9%	15	22,7%	66	100,0%
	Total	59	36,9%	66	41,3%	35	21,9%	160	100,0%
Karusi	Nyabusare	22	40,7%	21	38,9%	11	20,4%	54	100,0%
	Nyabiho	22	31,9%	15	21,7%	32	46,4%	69	100,0%
	Rusimbuko	36	36,0%	48	48,0%	16	16,0%	100	100,0%
	Total	80	35,9%	84	37,7%	59	26,5%	223	100,0%
Zone du projet		139	36,3%	150	39,2%	94	24,5%	383	100,0%

- 19.** La végétalisation des fossés est faite de haies d'herbes fixatrices dont les longueurs ont beaucoup évolué depuis l'établissement de la situation de référence : les mesures ont donné une moyenne de 272,27 m à Gitega contre 141,02 m à Karusi (Tableau 2) alors que les valeurs étaient de 75,6 m à Gitega et 57 m à Karusi, soit environ 3-4 fois d'augmentation. On voit aussi que les efforts de végétalisation sont remarquables à Gitega par rapport à Karusi. Quoi qu'il en soit, nos observations sur terrain nous permettent de dire que la végétalisation reste faible et qu'elle reste dominée par les graminées avec une prépondérance de *Tripsacum* comme c'était le cas pour la situation de référence.

Tableau 2. Répartition des ménages en fonction des longueurs des haies anti-érosives par zone du projet et bassin versant

Province	B.V.	Longueurs des haies									
		Longueur Penisetum		Longueur Tripsacum		Longueur Setaria		LONGTOTALE		Pourcentage protégé	
		Moyenne	n	Moyenne	n	Moyenne	n	Moyenne	n	Moyenne	n
Gitega	Kagogo- Gisumo	117,22	54	164,95	54	43,67	54	372,95	54	52,2	54
	Nyamasarwe	109,15	40	54,48	40	22,50	40	237,10	40	45,6	40
	Ruguzwe	85,47	66	70,65	66	51,18	66	211,20	66	49,4	66
	Sous-total	102,11	160	98,43	160	41,48	160	272,27	160	49,4	160
Karuzi	Nyabusare	12,50	54	52,07	54	21,89	54	87,02	54	34,7	54
	Nyabiho	26,59	69	74,09	69	24,88	69	148,17	69	34,1	69
	Rusimbuko	23,68	100	82,49	100	56,87	100	165,23	100	43,7	100
	Sous-total	21,87	223	72,53	223	38,50	223	141,02	223	38,5	223
	Zone du projet	55,39	383	83,35	383	39,74	383	195,85	383	43,1	383

20. Les raisons de cette faible végétalisation sont difficiles à élucider d'autant plus que les résultats de l'enquête montrent qu'il n'y a pas de problèmes d'accès aux éclats de souches et aux plants (Tableau 3). L'approche utilisée consistant à distribuer les éclats de souche et à appuyer les groupements de pépiniéristes pour la production des plants se révèle efficace. Une autre hypothèse en faveur de ce faible taux de végétalisation était le faible taux de survie après la plantation mais elle n'a pas été confirmée par les résultats de l'enquête : 58,6% des bénéficiaires à Gitega contre 59,5% à Karuzi estiment que le taux de survie est > à 60% (Tableau 4). Bien plus, la stabulation permanente devenue réalité pour la plupart (68, 6%) des enquêtés (Tableau 5) devrait être une motivation pour la végétalisation des dispositifs anti-érosifs ; la possession du bétail étant un des facteurs mis en évidence dans l'adoption des techniques biologiques de lutte anti-érosive (Pattanoyak, 2002). Pour les légumineuses, on peut penser que les gens adoptent faiblement ces espèces par méconnaissance de leur utilité et avantages. Pareil constat a été fait dans d'autres projets agricoles incluant des volets similaires. Une sensibilisation intense et continue améliorera la situation.

Tableau 3. Répartition des ménages en fonction de la facilité d'accès aux plants et éclats de souche

		Accédez- vous facilement aux plants et éclats de souches ?					
Province	B.V.	Oui		Non		Total	
		n	%	n	%	n	%
Gitega	Kagogo- Gisumo	46	85,2%	8	14,8%	54	100,0%
	Nyamasarwe	29	72,5%	11	27,5%	40	100,0%
	Ruguzwe	51	77,3%	15	22,7%	66	100,0%
	Total	126	78,8%	34	21,3%	160	100,0%
Karusi	Nyabusare	48	88,9%	6	11,1%	54	100,0%
	Nyabiho	39	56,5%	30	43,5%	69	100,0%
	Rusimbuko	76	76,0%	24	24,0%	100	100,0%
	Total	163	73,1%	60	26,9%	223	100,0%
Zone du projet		289	75,5%	94	24,5%	383	100,0%

Tableau 4. Répartition des ménages en fonction du taux de survie des plants agroforestiers une année après la plantation

		Quel est le taux de survie des plants une année après la plantation ?									
Province	B.V.	0-20 %		20-40 %		40-60 %		> 60%		Total	
		N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Gitega	Kagogo- Gisumo	8	17,0%	10	21,3%	7	14,9%	22	46,8%	47	100,0%
	Nyamasarwe	2	6,1%	6	18,2%	6	18,2%	19	57,6%	33	100,0%
	Ruguzwe	3	6,3%	7	14,6%	4	8,3%	34	70,8%	48	100,0%
	Total	13	10,2%	23	18,0%	17	13,3%	75	58,6%	128	100,0%
Karusi	Nyabusare	7	14,3%	10	20,4%	6	12,2%	26	53,1%	49	100,0%
	Nyabiho	7	18,4%	6	15,8%	2	5,3%	23	60,5%	38	100,0%
	Rusimbuko	9	10,5%	13	15,1%	10	11,6%	54	62,8%	86	100,0%
	Total	23	13,3%	29	16,8%	18	10,4%	103	59,5%	173	100,0%
Zone du projet		36	12,0%	52	17,3%	35	11,6%	178	59,1%	301	100,0%

Tableau 5. Répartition des ménages en fonction de la pratique de la stabulation permanente

Province	B.V.	La stabulation permanente est- elle une réalité dans votre ménage ?					
		Oui		Non		Total	
		N	%	N	%	N	%
Gitega	Kagogo-Gisumo	41	78,8%	11	21,2%	52	100,0%
	Nyamasarwe	21	63,6%	12	36,4%	33	100,0%
	Ruguzwe	33	55,9%	26	44,1%	59	100,0%
	Total	95	66,0%	49	34,0%	144	100,0%
Karusi	Nyabusare	43	82,7%	9	17,3%	52	100,0%
	Nyabiho	24	44,4%	30	55,6%	54	100,0%
	Rusimbuko	74	78,7%	20	21,3%	94	100,0%
	Total	141	70,5%	59	29,5%	200	100,0%
Zone du projet		236	68,6%	108	31,4%	344	100,0%

21. L'embocagement

Proposée comme innovation par le projet, cette technique n'est pas encore massivement adoptée pour le moment. Le tableau 6 montre qu'à Gitega, seuls 34,4% l'ont adopté contre 36,8% à Karusi. Vu les atouts de cette technique, il serait tôt de conclure à l'échec de cette innovation. L'embocagement permet, en effet, de produire beaucoup de fourrage sur une petite superficie et contribue en même temps dans la protection du sol.

Tableau 6. Répartition des ménages en fonction de la pratique de la technique d'embocagement

Province	B.V.	Pratiquez-vous la technique d'embocagement?					
		Oui		Non		Total	
		N	%	N	%	N	%
Gitega	Kagogo- Gisumo	20	37,0%	34	63,0%	54	100,0%
	Nyamasarwe	11	27,5%	29	72,5%	40	100,0%
	Ruguzwe	24	36,4%	42	63,6%	66	100,0%
	Total	55	34,4%	105	65,6%	160	100,0%
Karusi	Nyabusare	26	48,1%	28	51,9%	54	100,0%
	Nyabiho	25	36,2%	44	63,8%	69	100,0%
	Rusimbuko	31	31,0%	69	69,0%	100	100,0%
	Total	82	36,8%	141	63,2%	223	100,0%
Zone du projet		137	35,8%	246	64,2%	383	100,0%

Recommandations sur l'aménagement des bassins versants

22. Pour l'efficacité des dispositifs mis en place, il est indispensable de **poursuivre et boucler l'aménagement** en commençant par les zones les plus sensibles.
23. Multiplier les séances de **sensibilisation des bénéficiaires** pour l'entretien des dispositifs anti-érosifs, l'accroissement du taux d'adoption des légumineuses et des innovations comme l'embocagement.
24. **Planifier une gestion durable des boisements** : la productivité et la durabilité des boisements installés ou réhabilités sur terrains communaux ou domaniaux nécessitent un suivi et une bonne gestion. Une convention de cogestion établie par le Département des Forêts peut être adaptée par le projet et servir à cet effet.

1.2. Aménagement/Réhabilitation des marais

1.2.1. Réalisations, organisation des activités

25. Dans l'ensemble, les activités de réhabilitation et d'aménagement des marais se sont bien déroulées. Sur les 3270 ha prévus, on a pu réaliser 1350 ha, soit un taux de 41%. La réhabilitation était prévue sur 1650 ha et a touché 996 ha (60,4%). Elle a primé sur les nouveaux aménagements qui se sont étendus sur 354 ha (21,9%) des 1620 prévus. Les marais de Kagogo-Gisumo et Nyamasarwe à Gitega, et ceux de Nyabiho et Rusimbuko à Karusi ont été visités dans le cadre de la présente étude. L'état des infrastructures et aménagements est globalement satisfaisant.
26. L'entretien et la gestion des infrastructures hydro-agricoles sont assurés par les bénéficiaires avec l'aide d'ACCORD comme prestataire de service et des comités d'usagers des marais élus par les bénéficiaires. Le renforcement des capacités de ces comités par le projet via formations et visites d'échanges contribue non seulement dans l'amélioration de leurs prestations mais aussi à leur motivation.

1.2.2. Pertinence, efficacité et durabilité des aménagements

27. Aujourd'hui, les marais constituent des réserves agricoles fortement convoitées en raison, d'une part, de la raréfaction de terres arables, et d'autre part, de la perte progressive de la fertilité des terres des collines. Dès lors, les marais exploitables sont de plus en plus sous cultures ou utilisés à d'autres spéculations telles que la pisciculture, l'extraction de la tourbe ou de l'argile, du sable, gravier, etc.

28. L'aménagement des marais par les projets de développement est, quand elle est bien faite, considérée comme une bonne opportunité pour contribuer à la sécurité alimentaire des ménages. L'irrigation via les infrastructures hydro-agricoles permet la mise en culture du marais sur plus d'une saison et le recours à des techniques hautement productives comme SRI. L'aménagement des marais va également de pair avec l'organisation des usagers, ce qui permet d'arrêter l'exploitation anarchique.

29. Les infrastructures hydro-agricoles mis en place dans les marais visités lors de la présente étude semblent globalement en bon état. Cependant, si un bon nombre d'usagers (58,1 %) déclarent avoir des parcelles dans une zone bien aménagée (bien irriguée), 27,9% se retrouvent dans la partie asséchée et 14 % dans la zone inondée (Tableau 7). Il existe, en effet de petits défauts (contre-pentes par exemple) qui bloquent l'arrivée de l'eau à certaines parcelles. D'autres restent inondées même en pleine saison sèche (cas des sols probablement tourbeux à Kagogo Gisumo-Photo 1).

Tableau 7. Répartition des ménages en fonction de l'état de la zone dans laquelle la parcelle est localisée dans le marais

Province	B.V.	Dans quelle zone votre parcelle est-elle						Total	
		localisée ?							
		Bien aménagée							
		(bien irriguée)		Asséchée		Inondée			
N	%	N	%	N	%	N	%		
Gitega	Kagogo-Gisumo	14	29,8%	20	42,6%	13	27,7%	47	100,0%
	Nyamasarwe	8	44,4%	5	27,8%	5	27,8%	18	100,0%
	Ruguzwe	19	48,7%	14	35,9%	6	15,4%	39	100,0%
	Total	41	39,4%	39	37,5%	24	23,1%	104	100,0%
Karusi	Nyabusare	11	52,4%	7	33,3%	3	14,3%	21	100,0%
	Nyabiho	24	96,0%	1	4,0%	0	,0%	25	100,0%
	Rusimbuko	49	75,4%	13	20,0%	3	4,6%	65	100,0%
	Total	84	75,7%	21	18,9%	6	5,4%	111	100,0%
Zone du projet		125	58,1%	60	27,9%	30	14,0%	215	100,0%



Photo 1. Parcelle constamment inondée- marais de Kagogo_Gisumo (Bugendana)

30. Nous avons aussi observé des menaces à la durabilité des infrastructures comme l'extraction de l'argile et le pacage du bétail (Photo 2). L'extraction de l'argile par les Batwa de la colline Murayi (marais de Nyamasarwe) continue malgré la sensibilisation et l'interdiction de cette activité. Selon les comités, ils le font clandestinement la nuit, d'où il devient très difficile de les appréhender. Pourtant, les autres utilisateurs d'argiles (fabricants de tuiles et briques) respectent le marais aménagés et achètent les matériaux dans d'autres marais non aménagés.



Photo 2. Des chèvres broutant dans le marais aménagé de Kagogo-Gisumo après la récolte du riz

31. Les AUM sont des structures dont il faut poursuivre l'organisation et la redynamisation.

Dans tous les marais aménagés ou réhabilités, le projet a mis en place ou redynamisé les associations d'usagers. Ces dernières sont dotées de comités mixtes dont le degré de dynamisme et de fonctionnement varie d'un marais à l'autre et au sein d'un même marais d'un barrage à l'autre. Là où ces structures fonctionnent correctement, l'organisation des activités est très aisée comme nous l'ont déclaré les comités du marais de Nyabiho dont les membres des AUM étaient mobilisés collectivement aux travaux de repiquage lors de nos entretiens sur terrain. Dans l'ensemble, les résultats de l'enquête montrent que seuls 37,1 % des AUM possèdent des comités opérationnels (comités des barrages)(Tableau 8). Ce nombre est très bas et la situation ne semble pas différer d'une province à l'autre (35,6% à Gitega contre 38,1% à Karusi).

Tableau 8. Réponses des usagers des marais sur l'existence des comités de gestion et d'entretien des infrastructures hydro-agricoles opérationnels.

Province	B.V.	Avez- vous un comité de gestion et d'entretien des infrastructures hydrauliques opérationnel?					
		Oui		Non		Total	
		N	%	N	%	N	%
Gitega	Kagogo-Gisumo	21	38,9%	33	61,1%	54	100,0%
	Nyamasarwe	9	22,5%	31	77,5%	40	100,0%
	Ruguzwe	27	40,9%	39	59,1%	66	100,0%
	Total	57	35,6%	103	64,4%	160	100,0%
Karusi	Nyabusare	10	18,5%	44	81,5%	54	100,0%
	Nyabiho	21	30,4%	48	69,6%	69	100,0%
	Rusimbuko	54	54,0%	46	46,0%	100	100,0%
	Total	85	38,1%	138	61,9%	223	100,0%
Zone du projet		142	37,1%	241	62,9%	383	100,0%

32. La collecte des redevances hydro-agricoles : une garantie de durabilité ?

Les comités d'AUM sont aussi chargés de collecter les redevances hydro-agricoles chez les usagers. La constitution d'un fonds pouvant servir à l'entretien des infrastructures est une bonne idée à promouvoir dans tous les marais aménagés ou réhabilités pour préparer la durabilité des acquis. Cependant, force est de constater qu'il ya encore pas mal de bénéficiaires qui ne contribuent pas régulièrement à cette caisse commune (38, 5% à Gitega et 17,6 % à Karusi- Tableau 9).

Tableau 9. Répartition des bénéficiaires en fonction de la régularité dans le paiement de la redevance hydro-agricole ?

Province	B.V.	Votre contribution aux fonds d'entretien est-elle régulière ?					
		Oui		Non		Total	
		N	%	N	%	N	%
Gitega	Kagogo-Gisumo	18	64,3%	10	35,7%	28	100,0%
	Nyamasarwe	10	76,9%	3	23,1%	13	100,0%
	Ruguzwe	20	54,1%	17	45,9%	37	100,0%
	Total	48	61,5%	30	38,5%	78	100,0%
Karusi	Nyabusare	8	72,7%	3	27,3%	11	100,0%
	Nyabiho	25	96,2%	1	3,8%	26	100,0%
	Rusimbuko	42	77,8%	12	22,2%	54	100,0%
	Total	75	82,4%	16	17,6%	91	100,0%
Zone du projet		123	72,8%	46	27,2%	169	100,0%

33. Quelques raisons de cette non participation exprimées lors de nos entretiens sont la méfiance par rapport à certains membres des comités, la possession des parcelles dans les zones asséchées ou inondées et surtout l'ignorance de la destinée des fonds collectés et les antécédents de mauvaise gestion.

34. Pour l'efficacité de ces fonds, le projet doit veiller à ce que la gestion soit transparente dès le départ et pour tous les usagers. La sensibilisation des usagers sur l'importance d'un tel fonds doit être poursuivie et intensifiée.

35. L'entretien des aménagements hydro-agricoles n'est pas encore une affaire de tous. Malgré le dynamisme de certains comités et encadreurs, certains usagers ne participent pas régulièrement aux travaux communautaires d'entretien des infrastructures hydro-agricoles (40, 2 % à Gitega contre 30, 3 % à Karusi- Tableau 10). Certains comités nous ont même affirmé qu'il y a des travaux leur réservés non pas qu'ils en sont les seuls capables mais parce qu'ils renferment des risques comme la morsure des sangsues. C'est le cas du curage des barrages.

Tableau 10. Répartition des ménages en fonction de la régularité de participation aux travaux d'entretien des infrastructures hydro-agricoles

Province	B.V.	Participez- vous régulièrement aux travaux communautaires d'entretien des infrastructures hydro-agricoles ?					
		Oui		Non		Total	
		N	%	N	%	N	%
Gitega	Kagogo- Gisumo	18	56,3%	14	43,8%	32	100,0%
	Nyamasarwe	8	61,5%	5	38,5%	13	100,0%
	Ruguzwe	23	62,2%	14	37,8%	37	100,0%
	Total	49	59,8%	33	40,2%	82	100,0%
Karusi	Nyabusare	6	50,0%	6	50,0%	12	100,0%
	Nyabiho	24	92,3%	2	7,7%	26	100,0%
	Rusimbuko	45	77,6%	13	22,4%	58	100,0%
	Total	75	78,1%	21	21,9%	96	100,0%
Zone du projet		124	69,7%	54	30,3%	178	100,0%

36. L'efficacité et la durabilité des infrastructures peuvent être sérieusement handicapées par le manque ou l'irrégularité dans l'entretien. L'envasement des canaux qui s'en suit est en effet préjudiciable à la circulation de l'eau. Dans les 6 BV étudiés, les usagers observent régulièrement cette situation (Tableau 11) : en moyenne 32,5 % à Gitega et 17 % à Karusi. Le marais de Kagogo-Gisumo enregistre le pourcentage le plus élevé (53,7%) et mérite de ce fait une attention particulière.

Tableau 11. Répartition des ménages en fonction de l'observation régulière de l'envasement des canaux d'irrigation et ouvrages par zone du projet et bassins versants

Province	B.V.	Observez- vous régulièrement l'envasement des canaux d'irrigation et ouvrages					
		Oui		Non		Total	
		N	%	N	%	N	%
Gitega	Kagogo-Gisumo	29	53,7%	25	46,3%	54	100,0%
	Nyamasarwe	5	12,5%	35	87,5%	40	100,0%
	Ruguzwe	18	27,3%	48	72,7%	66	100,0%
	Total	52	32,5%	108	67,5%	160	100,0%
Karusi	Nyabusare	5	9,3%	49	90,7%	54	100,0%
	Nyabiho	11	15,9%	58	84,1%	69	100,0%
	Rusimbuko	22	22,0%	78	78,0%	100	100,0%
	Total	38	17,0%	185	83,0%	223	100,0%
Zone du projet		90	23,5%	293	76,5%	383	100,0%

37. Une fréquence élevée d'envasement peut également s'expliquer par des pertes en terres encore massives et donc des failles dans l'aménagement des BV attenants au marais. Ainsi par exemple, des discontinuités dans le dispositif sont souvent sources de dégâts importants. Nous avons appris qu'il ya des collines où le traçage des fossés aurait eu lieu en pleine période de végétation pour les cultures vivrières. Dans ces conditions, la main d'œuvre pour le traçage s'occupait des zones non cultivées, d'où des discontinuités.

38. Au niveau social, l'aménagement des marais aurait contribué à l'augmentation des cas de paludisme dans la zone (Tableau 12). Cet impact négatif avait été prévu par l'étude d'impact environnemental selon laquelle une prolifération des vecteurs de maladies peut résulter d'une stagnation des eaux sur les parcelles des marais aménagés ou réhabilités. Dans le cas présent, c'est surtout la malaria qui est observée (83, 3%), la bilharziose n'atteint qu'un nombre réduit d'utilisateurs (8,3%). Comme ça avait été proposé par la même étude, l'évitement ou l'atténuation de cet impact ne peut être qu'un entretien régulier des périmètres et de tout le système de drainage.

Tableau 12. Répartition des ménages en fonction de la prévalence des maladies liées directement ou indirectement à l'aménagement des marais dans la zone du Projet

maladies

Province	B.V.	Malaria		Billarziose		Maladies diarrhéique		Autres		Total	
		n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Girega	Kagogo-Gisumo	5	83,3%	0	,0%	0	,0%	1	16,7%	6	100,0%
	Nyamasarwe	4	80,0%	2	40,0%	0	,0%	0	,0%	5	100,0%
	Ruguzwe	6	75,0%	0	,0%	0	,0%	2	25,0%	8	100,0%
	Subtotal	15	78,9%	2	10,5%	0	,0%	3	15,8%	19	100,0%
Karuzi	Nyabusare	0	,0%	0	,0%	0	,0%	0	,0%	0	,0%
	Nyabiho	2	100,0%	0	,0%	0	,0%	0	,0%	2	100,0%
	Rusimbuko	3	100,0%	0	,0%	0	,0%	0	,0%	3	100,0%
	Subtotal	5	100,0%	0	,0%	0	,0%	0	,0%	5	100,0%
Total		20	83,3%	2	8,3%	0	,0%	3	12,5%	24	100,0%

Recommandations sur l'aménagement/réhabilitation des marais

- Répertorier et corriger les défauts qui handicapent l'accès à l'eau de certaines parcelles. Pour les marais dont la réception définitive a déjà eu lieu, les services locaux du Génie rural devraient être sollicités à cette fin.
- Etudier les mécanismes de maîtrise des eaux dans les marais. Le cas du marais de Nyabiho mérite une attention particulière : les inondations sont causées par les rivières des communes Tangara (Ngozi) et Gasorwe (Musinga) en cas de fortes pluies. L'aménagement des marais sources par d'autres projets FIDA en préparation constituerait une solution à cette menace.
- Pour les Batwas, l'administration devrait trouver de nouveaux sites d'extraction d'argile de qualité appropriée pour la poterie. En effet, les Batwas continuent clandestinement l'extraction d'argile dans les marais aménagés (cas de Nyamasarwe) soi-disant que les sites leur indiqués fournissent une argile de mauvaise qualité.
- Les comités d'usagers se plaignent d'une surcharge de travail sans motivation conséquente. Nous proposons **que les usagers se chargent eux-mêmes de la motivation des comités** soit en prélevant sur les fonds collectés, soit en offrant une quantité de riz équivalente à un montant convenu en assemblée générale des associations.
- Pour de nouveaux marais à aménager, des études de sol bien fouillées sont recommandables afin de distinguer les zones aménageables de celles devant probablement servir de zones tampons ainsi que la nature des matériaux à utiliser pour plus de durabilité.

2. Réhabilitation des pistes rurales

2.1. Réalisations

- 39.** En vue de favoriser la commercialisation post-récolte des produits agricoles, le projet avait prévu de réhabiliter 50 km de pistes d'accès aux zones de production appuyées. Les travaux ont finalement concerné 51 km, soit 102% de réalisations. Mais suite probablement à l'insuffisance des fonds alloués à cette activité, on remarque que les canalisations et buses mis en place ne sont pas toujours appropriés pour intercepter des quantités d'eau de ruissellement importantes dans certains endroits en pentes fortes, d'où destructions et dégâts dans les exploitations en aval et dans les marais.

2.2. Pertinence, efficacité et durabilité des infrastructures

- 40.** La pertinence de l'activité n'est pas à démontrer. Dès que les pistes ont été remises en état, non seulement les bénéficiaires du projet en ont profité pour écouler le surplus commercialisable mais ce fut également une opportunité pour la relance et l'intensification d'un commerce de produits divers comme le bois et autres matériaux de construction. Les résultats des enquêtes montrent que 80,4% des bénéficiaires ne sont plus obligés de vendre à perte les produits agricoles suite à l'éloignement du marché d'écoulement.
- 41.** Concernant la durabilité, elle dépend bien sûr de la solidité initiale des infrastructures mais d'un autre côté, les pistes réhabilitées risquent d'être fragilisées par le transport avec haut tonnage observé après remise en état. Lors de nos descentes sur terrain pour la présente étude, nous avons observé que les canalisations sont étroites et peu profondes (environ 20 cm). L'envasement de ces canalisations est de ce fait très fréquent et le curage devient difficile suite à l'étroitesse. La présente étude ayant été réalisée en pleine saison sèche, nous n'avons pas pu nous rendre compte des dégâts rapportés par les usagers et qui sont surtout observables en saison pluvieuse.

Proposition de solutions et recommandations

- 42.** Remplacer les buses détruites et en rajouter là où elles sont très espacées. Etant donné que le système de taxation imaginé au départ n'a pas fonctionné comme prévu, les fonds nécessaires pourraient être collectés auprès des bénéficiaires comme c'est déjà convenu en commune Bugenyuzi. Le projet devrait assurer la supervision de cette activité.
- 43.** L'administration devrait s'approprier ces infrastructures, s'impliquer dans la sensibilisation des usagers pour leur bon usage et continuer à rendre disponible le bois et d'autres matériaux pour la réparation des ponceaux comme c'est déjà le cas.
- 44.** L'accès des camions devrait être réglementé surtout en saison pluvieuse pour limiter les dégâts. Pour cela, les comités des pistes devront bénéficier de l'appui de l'administration.

3. Sécurisation foncière

3.1. Réalisations

45.Après établissement de la situation de référence en Octobre 2012, le PAIVA-B a appuyé, depuis avril-mai 2013, les communes pilotes dans la construction et l'équipement des bureaux fonciers dans les communes Gihogazi et Gitaramuka et l'appui dans le fonctionnement des services fonciers communaux où le service existait déjà (Mutaho, Bugendana et Bugenyuzi). Il a mis à leur disposition 2 agents dotés de moyens de déplacement (motos).

46. Les activités se sont focalisées principalement sur :

- le suivi de la réhabilitation des bureaux fonciers et leur équipement mobilier ;
- la sensibilisation des usagers fonciers sur l'importance de la sécurisation foncière et l'information sur les étapes d'obtention des certificats fonciers ;
- le renforcement des capacités des commissions de reconnaissance collinaires ; et
- l'organisation des formations continues des agents fonciers communaux.

47. Selon le rapport d'activités du projet pour le 1^{er} semestre 2013, le nombre de personnes sensibilisées est assez impressionnant : 17 485 dont 10 753 hommes et 6732 femmes dans les seules communes de Gitaramuka, Gihogazi et Mutaho.

48. Concernant les demandes et la production des certificats, selon le même rapport et les données recueillies auprès des assistants provinciaux chargés de la sécurisation foncière, la situation des prestations est reprise dans le tableau 13.

Tableau 13. Prestations en 2013 (appui PAIVA-B)

Province	Commune	Demandes	Visites de reconnaissance	Certificats produits et signés	Certificats délivrés
Gitega	Mutaho	426	160	25	22
	Bugendana	257	20	64	42
Total		683	180	89	64
Karusi	Bugenyuzi	512	159	124	94
	Gihogazi	481	59	0	0
	Gitaramuka	942	50	0	0
Total		1935	268	124	94

3.2. Pertinence, efficacité, durabilité

49. Le volet « sécurisation foncière » est d'une importance capitale pour la population de la zone du projet, densément peuplée et par conséquent en proie à des conflits de propriété liés à l'exiguïté des propriétés foncières.

50. Avec l'appui aux communes, on remarque une augmentation manifeste du nombre de demandes, une légère augmentation du nombre de visites de reconnaissance mais la même augmentation ne se traduit pas par plus de certificats produits et délivrés. En communes Mutaho et Bugendana par exemple (Tableaux 13 et 14), pour une période de 3 mois (avril, mai et juin), le nombre de demandes qui étaient de 248 en 2012 (avant l'appui) est de 683 avec l'appui du projet, les descentes de reconnaissances passent de

126 à 180, tandis que les certificats produits varient de 95 à 85 et ceux délivrés de 72 à 64.

- 51.** En lisant à travers cette situation, nous pouvons dire que la population bénéficiaire est de plus en plus sensible à l'importance d'avoir des propriétés sécurisées mais que les services mis en place pour honorer ces demandes n'ont pas encore pris l'allure nécessaire. Cela pourrait résulter de certaines perturbations (matériel, équipement, maladies des agents) survenues au cours de la période considérée. Il faut également noter que la période d'appui effectif sur laquelle nous basons notre interprétation n'est que de 3 mois.

Tableau 14. Prestations en 2012 en communes Mutaho et Bugendana (sans appui : avril-mai-juin)

Commune	Demandes	Visites de reconnaissance	Certificats produits et signés	Certificats délivrés
Mutaho	46	21	12	15
Bugendana	202	105	83	57
Total	248	126	95	72

- 52.** Précisons aussi que les demandes enregistrées concernent majoritairement les acquéreurs de propriétés par achat : 89% à Bugendana et 96,1% à Mutaho (Tableaux 15 et 16). Les acquéreurs par succession ne paraissent pas encore convaincus de la nécessité de faire enregistrer leurs propriétés. Pourtant, il se pourrait que ça soient eux qui sont les plus concernés par les conflits fonciers dans les tribunaux.

Tableau 15. Demandes de certificats fonciers suivant le mode d'acquisition en commune Mutaho

Mois	Mode d'acquisition			
	Achat	Succession	Don	Total
Avril	63	3	0	66
Mai	177	4	1	182
Juin	78	3	1	82
Juillet	69	0	2	71
Août	55	2	2	59
Total	442	12	6	460
%	96,1	2,6	1,3	

Tableau 16. Demandes de certificats fonciers suivant le mode d'acquisition en commune Bugendana

Mois	Mode d'acquisition			
	Achat	Succession	Don	Total

Janvier	35	17	0	52
Février	17	4	0	21
Mars	25	5	0	30
Avril	39	5	0	44
Mai	45	7	0	52
Juin	88	7	0	95
Juillet	148	7	0	155
Août	50	3	0	53
Total	447	55	0	502
%	89	11	0	

53. Concernant la durabilité, le projet ayant lancé le processus ou l'ayant redynamisé selon les communes, la poursuite d'un tel service après le projet dépendra du degré d'appropriation des activités par les communes. Le projet doit s'atteler à promouvoir cette appropriation pendant cette période d'appui.

Conclusion et recommandation générale

L'accroissement et la protection du capital productif sont indispensables pour la sécurité alimentaire des ménages des provinces Karusi et Gitega. Les efforts d'aménagement et de réhabilitation des bassins versants et marais sont remarquables en termes de superficies touchées, de techniques et approches utilisées (aménagement intégral, organisation et participation des bénéficiaires, repeuplement du cheptel, etc.).

Cependant, l'efficacité et la durabilité des dispositifs mis en place méritent encore un temps de consolidation, une poursuite de l'appui aux mêmes B.V.

Il en est de même pour le volet de sécurisation foncière. Après une phase de préparation, c'est en avril-mai 2013 que la production des documents tenant lieu de titres d'appartenance s'est mise en route. Il serait dommage de freiner cet engouement des populations, remarquable par la flambée du nombre de demandes comparativement à la période avant l'appui du PAIVA-B dans les communes de Mutaho et Bugendana où le service foncier était déjà fonctionnel.

L'élan est encore plus prononcé dans les communes de Gihogazi et Gitaramuka dont le service est de l'initiative du projet.

Annexe : Contrat modèle de cogestion d'un boisement domanial

Entre :

L'Administration forestière représentée par.....

Et
Le Groupement de Gestion Forestière de..... représenté par.....

Et
L'Administration Communale de.....représentée
par.....

IL A ETE CONVENU D'UN COMMUN ACCORD, CE QUI SUIIT :

CHAPITRE I : OBJECTIFS DU CONTRAT

Article 1 : Les objectifs du présent contrat sont les suivants :

Assurer à long terme l'utilisation rationnelle des ressources forestières au bénéfice de chaque partie ;

Sauvegarder ces ressources comme un patrimoine national ;

Faciliter l'accès de la population locale à ces ressources conformément aux conventions internationales ratifiées par le Burundi ainsi que la législation et la réglementation applicables en la matière ;

Créer et maintenir une coopération entre le GGF¹ et l'Administration forestière² ;

Promouvoir une participation active du GGF dans l'application des dispositions du plan d'aménagement³ et de gestion⁴.

Article 2 : Pour la réalisation de ces objectifs, le GGF sera autorisé à travailler sur des portions délimitées annuellement par le service forestier de la région sous l'égide de la Direction des Forêts, conformément aux dispositions du plan d'aménagement.

CHAPITRE II : PARTIES PRENANTES AU CONTRAT

Article 3 : Sont parties prenantes au présent contrat :

La Direction des Forêts, ci-après dénommée : Administration forestière

L'Administration Communale, la population riveraine du boisement domanial structurée en Groupement de Gestion Forestière (GGF).

Article 4 : Les parties prenantes sont d'accord sur les termes ci- après :

¹ Est considéré comme Groupement de Gestion Forestière (GGF) toute structure, au niveau local, gérée par des professionnels et intervenants dans les processus de production, de transformation, stockage et commercialisation des produits (agro-) forestiers ligneux au niveau de chaque colline riveraine du boisement.

Sont éligibles comme GGF, des associations communautaires impliquées dans le développement et la gestion des ressources forestières, formalisées ou non sous forme d'ONG locales, les sociétés privées du secteur forestier, des artisans, etc.

Ne sont pas éligibles au GGF, les services de l'administration publique.

² La Direction des forêts

³ Un plan d'aménagement est un document dans lequel est décrit l'aménagement spatial, à réaliser dans une période définie, d'une forêt en fonction d'un ou plusieurs objectifs définis (conservation, éco-tourisme, utilisation participative,). Il comporte des informations sur tous les paramètres qui entrent en ligne de compte pour l'aménagement d'une forêt (type de forêt, données physiques, géographiques et topographiques, données d'inventaires, éco botaniques, les données sur la flore et la faune, la caractérisation de la végétation, les aspects de planification des interventions, les aspects institutionnels et juridiques, etc..).

⁴ Un plan de gestion est un document qui décrit la méthodologie à suivre, les rôles des différents intervenants ainsi que le calendrier et les sources de financement pour réaliser un plan d'aménagement.

La gestion forestière durable⁵ sera mise en œuvre conformément à un plan d'aménagement et de gestion (PAG) préparé par l'administration forestière en collaboration avec le GGF concerné et l'administration Communale ;

Les droits d'exploitation et de gestion reconnus aux GGF s'exercent dans le respect des prescriptions des plans d'aménagement et de gestion approuvés par l'administration forestière, représentant ici, l'Etat ;

Le GGF concerné veillera à l'exploitation rationnelle et à la pérennisation des ressources forestières.

CHAPITRE III : OBLIGATIONS DES PARTIES PRENANTES

Article 5 : L'Administration forestière a pour obligations de :

Veiller à la protection du boisement cogéré contre l'exploitation illégale et contre toute forme de dégradation ainsi qu'à son renouvellement ;

Assurer l'exclusivité de mise en valeur de la forêt et des produits forestiers par les Groupements de Gestion Forestière (GGF), à l'exception des droits d'usage traditionnels reconnus par le Code forestier ;

Appuyer la constitution des groupements forestiers et le fonctionnement des structures de gestion forestière dans leur ensemble en mettant en place un mécanisme de financement adapté aux conditions locales ;

Accompagner les structures locales de gestion forestières dans l'élaboration de leurs statuts et règlements intérieurs ;

Renforcer les capacités organisationnelles et techniques des GGF ;

Participer à la matérialisation des limites de la partie du boisement à aménager ;

Assister les GGF concernés dans les travaux d'inventaire de base et de contrôle des ressources, classification des différents usages de la forêt ;

Assister les GGF dans la préparation d'un plan d'aménagement et de gestion (PAG) avec description des activités nécessaires à la réalisation ;

Appuyer les GGF dans la mise en œuvre du PAG ;

Délivrer des permis de coupe et d'autorisation de transport des produits forestiers après approbation de leur utilisation commerciale ;

Aider la population à organiser le marché de commercialisation de ses produits forestiers et d'éviter les intermédiaires ;

Assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du PAG à la fin de chaque année en collaboration avec le GGF ;

Assurer le respect de la loi en matière de ressources forestières.

Article 6 : Les Groupements de Gestion Forestière ont pour obligations de :

Exécuter le présent contrat sans céder leurs droits et obligations à des tiers. Toutefois, ils peuvent sous-traiter des travaux, mais en restant responsables de l'exécution des travaux sous-traités ;

Organiser les travaux de protection/surveillance, d'inventaires du boisement et de son renouvellement ;

Participer à l'élaboration des Plans d'Aménagement et de Gestion (PAG) ;

Mettre en œuvre le PAG ;

Veiller au respect des prescriptions du (des) PAG et de la législation forestière par les membres de la communauté qu'ils représentent ;

⁵ La gestion forestière durable peut être définie comme étant la gestion de forêts permanentes en vue d'atteindre des objectifs clairement définis concernant la production soutenue de biens et de services désirés sans porter atteinte à leur valeur intrinsèque ni compromettre leur productivité future et sans susciter d'effets indésirables sur l'environnement physique et social (OIBT, 1991).

Veiller au respect par les intervenants agissant dans la(es) plantation (s) des instructions techniques émanant de l'administration forestière ;
Participer activement aux réunions et ateliers initiés par l'administration forestière dans le cadre de l'organisation, la planification et la mise en œuvre des activités liées à l'aménagement forestier ;
Participer au suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du PAG initiés par l'administration forestière en fin de chaque année ;
Respecter intégralement les lois et les règlements du Code Forestier relatifs à l'aménagement des boisements ;
Informier régulièrement l'agent forestier responsable des quantités de bois collectées, exploitées et vendues ;
S'acquitter des taxes et redevances forestières conformément à la réglementation en vigueur ;
Créer un fonds local d'aménagement forestier qui sera ouvert dans un établissement financier de la place et qui sera alimenté par une partie des recettes issues de la commercialisation des produits de l'exploitation. Ce fonds sera géré d'une manière démocratique et transparente conformément aux statuts organisant chaque groupement ;
Assurer une surveillance rapprochée et saisir l'administration forestière en cas de constat d'illégalité ;
Lutter efficacement contre les abus des tiers dans la (es) plantation (s) ;
Informier et sensibiliser les populations sur les exigences et les avantages de la gestion durable des forêts ;
Mobiliser les ressources humaines, matérielles et financières internes en faveur de l'atteinte des objectifs de cogestion.

Article 7 : L'Administration Communale s'engage à :

Soutenir les GGF impliqués dans la cogestion des boisements domaniaux notamment en cas d'interpellations des contrevenants ;
Appuyer la réalisation des PAG ;
Reconnaître/valider, pour chaque boisement, les limites consensuelles définies et acceptées par les GGF impliqués ;
Reconnaître la responsabilité des GGF dans l'élaboration et la mise en œuvre du PAG ;
Participer à la fin de chaque année à l'évaluation du niveau de la mise en œuvre du PAG conjointement avec l'administration forestière et les GGF) ;

CHAPITRE IV : RATIOS DE PARTAGE DES COUTS ET BENEFICES

Article 8 : Conformément à l'article 6⁶ de l'ordonnance instaurant l'aménagement participatif du boisement entre les parties prenantes, les ratios de partage des coûts et bénéfices ont été étudiés d'un commun accord par toutes les parties prenantes en tenant compte de leurs investissements respectifs, des efforts qui seront fournis par les GGF et de l'accessibilité aux chantiers et parcelles.

Article 9 : Tenant compte des indications mentionnées à l'article précédent, les clés de répartition des bénéfices résultant de l'exploitation des deux boisements domaniaux se présentent comme suit :

- 1° Pour le boisement de Gakara, les taux suivants ont été retenus par consensus :
 - Etat : 45%
 - GGF : 45%

⁶ L'article 6 dispose : « Les ratios de partage des couts et bénéfices découlant de l'aménagement participatif du boisement entre les différentes parties prenantes a savoir : le GGF, l'administration Communale et forestière seront étudiés de commun accord suivant le type de boisement. »

- Commune : 10%
- 2° Pour le boisement de Vyanda, trois variantes se présentent :
- En zone Bururi, les taux retenus par consensus sont de :
 - Etat : 45%
 - GGF : 45%
 - Commune : 10%
- En zone Kigwena : - GGF : 50%
 - Etat : 40 %
 - Commune : 10%
- En zone Vyanda et Gitsibo : - GGF : 70%⁷
 - Etat : 20%
 - Commune : 10%

CHAPITRE V : GESTION TECHNIQUE DU PROCESSUS DE COGESTION

Article 10 : La mise en œuvre du plan d'aménagement et de gestion relève de la responsabilité de l'Administration forestière. A ce titre, l'Administration forestière fait marquer les arbres destinés à la coupe au vu et au su des GGF. Il programme et contrôle, en collaboration avec les GGF, l'exécution de toutes les actions dans la(es) plantation(s).

Article 11 : Le Chef de Chantier ou l'Inspecteur Forestier adressera au Département des Forêts un rapport technique détaillé trimestriel sur la mise en œuvre du plan d'aménagement.

Article 12 : Il sera mis en place par l'Administration forestière en commun accord avec le GGF et l'Administration Communale un mécanisme de suivi et d'évaluation du processus de cogestion pour ces boisements domaniaux de Gakara et Vyanda.

CHAPITRE VI : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 13 : Le présent contrat prend fin :

Dès cessation des activités constatées par l'administration forestière, sur les parcelles affectées ou la forêt en aménagement ;

En cas de constat de l'administration forestière de la dégradation ou de la détérioration du couvert forestier ;

En cas de non respect des dispositions du contrat ;

Article 14 : En cas de manquements⁸ graves par l'une des parties à ses obligations contractuelles, le contrat peut être résilié par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis de trois (3) mois donné par la partie qui prend l'initiative de la rupture.

Article 15 : Les différends pouvant surgir de l'interprétation et/ou de l'application du présent contrat sont de préférence résolus à l'amiable. Toutefois, en cas d'incompréhension persistante, ces différends seront portés devant les juridictions burundaises compétentes et dont les décisions s'imposent aux parties.

Article 16 : Pour tout ce qui n'est pas stipulé dans le présent contrat, les soussignés se réfèrent aux dispositions générales figurant dans les textes législatifs et réglementaires en matière de gestion des ressources forestières du Burundi et auxquels ils déclarent souscrire.

⁷ Il n'y a pas eu de consensus en zone Vyanda et Gitsibo en ce qui concerne la clé de répartition des bénéfices. Les GGF ont proposé 70% pour eux, 20% pour l'Etat et 10% pour la Commune tandis que le Consultant propose 50% pour les GGF, 40% pour l'Etat et 10% pour la Commune eu égard aux indications de l'article 8.

⁸ La notification à la partie défaillante doit être adressée dans le mois suivant le manquement, au-delà duquel le préavis de résiliation peut être adressé

Article 17 : Le présent contrat de cogestion prend effet dès sa signature par toutes les parties prenantes.

Fait à....., le.... /..... / 2010

Pour le Département des
forêts

Pour la communauté
impliquée

Pour l'Administration
Communale

Nom et prénom

Nom et prénom

Nom et prénom

Signature

Signature

Signature